



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

3-17 octobre 2017

Aperçu général

- ▶ Début Octobre 2017, une attaque à l'arme blanche a été commise contre un résident d'Elkana, dont le corps a été retrouvé dans un entrepôt de Kfar Qassem. Les services de sécurité générale ont annoncé avoir arrêté deux Palestiniens de Qabatiya impliqués dans le meurtre pour des raisons terroristes.
- ▶ La semaine dernière, deux roquettes ont été tirées depuis le Nord de la péninsule du Sinaï dans le Néguev occidental. Il n'y a eu aucune victime et aucun dégât n'a été signalé. Des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique ont tiré les roquettes dans le cadre d'une attaque de grande envergure contre les forces de sécurité égyptiennes.
- ▶ **Le 12 octobre 2017, un accord de réconciliation a été signé par le Fatah et le Hamas** dans le but déclaré de "mettre fin à la division palestinienne." Il a été signé au Caire sous la médiation des Egyptiens. L'accord prévoit le transfert de **l'administration de Gaza au gouvernement de consensus national palestinien** selon un planning de mise en œuvre des décisions dans les semaines et les mois à venir.
- ▶ L'accord comprend **le transfert du contrôle des terminaux à l'Autorité Palestinienne** (AP) d'ici le 1^{er} novembre 2017. Selon l'accord, des experts se réuniront pour décider de l'activité des forces de sécurité dans la bande de Gaza. Il a également été décidé qu'une solution doit être trouvée pour les employés du gouvernement en poste dans la bande de Gaza (dont beaucoup sont affiliés au Hamas) d'ici le 1^{er} février 2018.
- ▶ **L'accord n'inclut pas** un certain nombre de questions importantes et sensibles qui auraient pu empêcher sa signature : l'avenir de la branche armée du Hamas et de ses armes, l'activité du Hamas en Judée-Samarie, la levée des sanctions imposées par Mahmoud Abbas à la bande de Gaza, l'établissement d'un gouvernement de consensus national palestinien avec le Hamas et la question de l'adhésion du Hamas à l'OLP.

Attaques et tentatives d'attaques

- ▶ **Attaque à l'arme blanche** : Le 4 octobre 2017, le corps d'un homme âgé de 70 ans été retrouvé dans un entrepôt de Kfar Qassem. Il avait été poignardé à mort. La victime était originaire d'Elkana (Samarie) et possédait un entrepôt dans la zone industrielle de Kfar Qassem. Le 8 octobre 2017, les services de sécurité israéliens ont annoncé **l'arrestation de deux Palestiniens de Qabatiya impliqués dans le meurtre**, pour des motifs nationalistes.
- ▶ Le 11 octobre 2017, la police des frontières a arrêté un Palestinien qui séjournait illégalement en Israël. Il s'est opposé à son arrestation, a **brandi un couteau et a tenté de poignarder les gardes-frontières**. Il a été arrêté et transféré pour interrogatoire (Page Facebook Red Alert, 11 octobre 2017).

Manifestations, affrontements et émeutes

- ▶ Les émeutes et les affrontements se sont poursuivis tout au long de la semaine en Judée-Samarie. Les tirs de pierres et de cocktails Molotov se sont également poursuivis. Les forces de sécurité israéliennes ont continué leurs activités antiterroristes en Judée-Samarie, arrêtant plusieurs dizaines de Palestiniens soupçonnés d'activité terroriste et saisissant des armes. Ci-après les principaux événements :
 - ◆ **Le 16 octobre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté Abd al-Rahman al-Jalis, 30 ans, du **camp de réfugiés de Jelazoun** (près de Ramallah). Il avait planifié une attaque terroriste à l'intérieur d'Israël (Page Facebook Red Alert, 15 octobre 2017). Les médias palestiniens ont déclaré qu'il a été arrêté après avoir publié ses dernières volontés sur sa page Facebook, où il a annoncé qu'il planifiait une attaque contre Israël (Ma'an et compte Twitter Palinfo, 17 octobre 2017). Dans la matinée (quelques heures avant son arrestation), il a publié un commentaire sur sa page Facebook en disant qu'il n'avait pas l'intention de mener une attaque et qu'un certain nombre de jours auparavant, il avait publié l'avis de décès d'un cousin (Page Facebook d'Abd al-Rahman al-Jalis, 17 octobre 2017).



Abd al-Rahman al-Jalis, détenu par les forces de sécurité israéliennes pour avoir planifié une attaque terroriste contre Israël (Watan, 17 octobre 2017)

- ◆ **Le 15 octobre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté un Palestinien de **Jénine** arrivé au palais de justice militaire armé d'un tuyau piégé. Il a été arrêté et emmené pour interrogatoire (Page Facebook Red Alert, 15 octobre 2017).
- ◆ **Le 15 octobre 2017** - Dans une opération menée par les forces de sécurité israéliennes dans le **camp de réfugiés de Dheisheh**, un Palestinien a été blessé à la jambe au cours d'une émeute (Page Facebook Red Alert, 15 octobre 2017).
- ◆ **Le 14 octobre 2017** - La police des frontières a empêché trois Palestiniens de **Naplouse** de s'infiltrer en Israël. Les trois ont été trouvés dans le coffre d'une voiture au terminal de Hizmeh (Page Facebook Red Alert, 14 octobre 2017).
- ◆ **Le 13 octobre 2017** - Des Palestiniens ont manifesté près de Beit Hagai (région de Hébron). Ils ont lancé des pierres sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont riposté pour disperser les émeutiers (Page Facebook Red Alert, 13 octobre 2017).
- ◆ **Le 12 octobre 2017** - Des Palestiniens ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de sécurité israéliennes au Nord de Jérusalem (**Issawiya**). Un policier israélien a été blessé et évacué vers un hôpital (Page Facebook Red Alert, 12 octobre 2017).
- ◆ **Le 12 octobre 2017** - La police de Jérusalem a arrêté un jeune Palestinien qui avait lancé des pierres sur le tramway dans la zone de **Shuafat**, au Nord de Jérusalem. Il n'y a pas eu de victimes. Un wagon a été endommagé (Page Facebook Red Alert, 12 octobre 2017).

◆ **Le 12 octobre 2017** - Des Palestiniens ont lancé des pierres sur les forces de sécurité israéliennes opérant dans le camp de réfugiés de **Jelazoun** (près de Ramallah). Il n'y a pas eu de victimes et aucun dommage n'a été signalé (Page Facebook Red Alert, 12 octobre 2017).

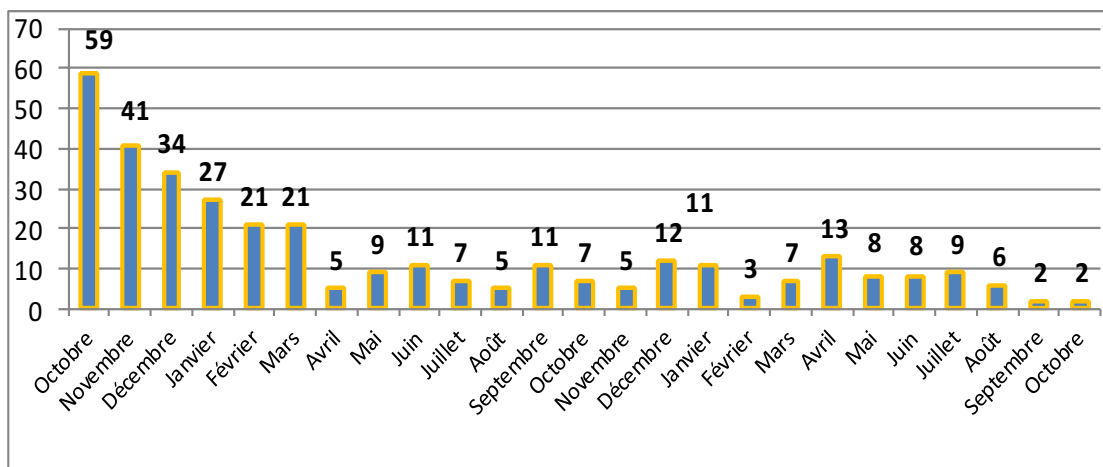
◆ **Le 11 octobre 2017** – Des Palestiniens ont lancé des cocktails Molotov sur une force de Tsahal opérant près de **Naplouse**. Il n'y a eu aucune victime et aucun dégât n'a été signalé (Page Facebook Red Alert, 11 octobre 2017).

◆ **Le 10 octobre 2017** - La police des frontières a arrêté un Palestinien du **village de Bidu** (Nord-Ouest de Jérusalem) soupçonné d'être impliqué dans des émeutes et d'avoir lancé des pierres sur les forces de sécurité israéliennes. La fouille de sa maison a révélé une grande quantité d'armes, y compris des pièces de rechange utilisées pour fabriquer des armes improvisées (Page Facebook Red Alert, 10 octobre 2017).



**Pare-brise d'un véhicule israélien attaqué par des pierres
près de Bayt A'innon, au Nord de Hébron
(Compte Twitter Palinfo, 16 octobre 2017)**

Principaux attentats de l'année écoulée¹



Le Sud d'Israël

Tirs de roquettes en territoire israélien

► Le 15 octobre 2017, deux roquettes ont été tirées depuis le Nord de la péninsule du Sinaï en territoire israélien. Les roquettes se sont abattues dans des zones inhabitées du Néguev occidental. Il n'y a eu aucune victime et aucun dégât n'a été signalé. Les roquettes ont été tirées par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique. Selon un communiqué de l'organisation, **les tirs faisaient partie d'une attaque de grande envergure dirigée principalement contre les forces de sécurité égyptiennes dans le Nord de la péninsule du Sinaï** (Haq, 16 octobre 2017).

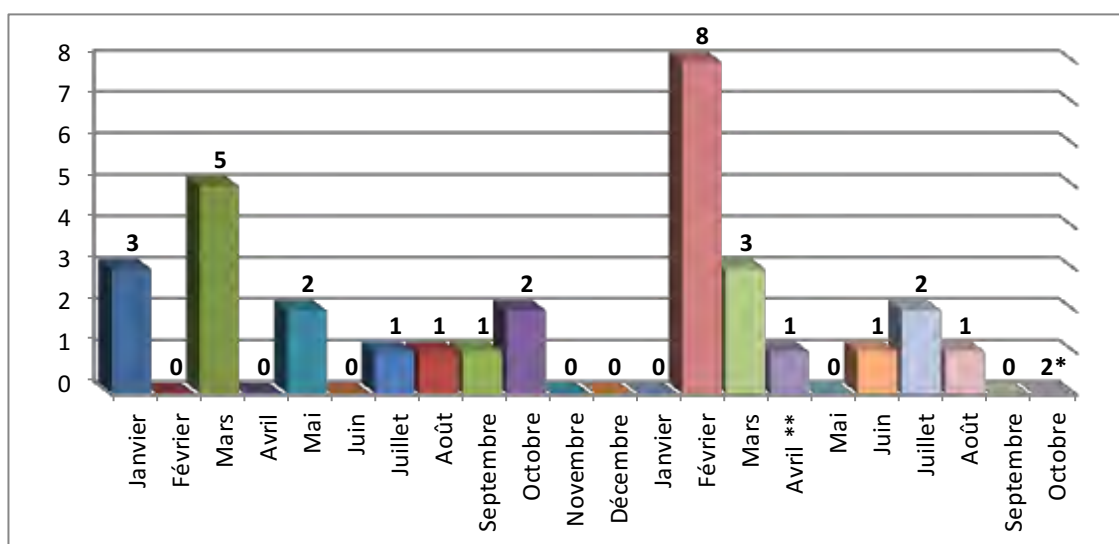


Communiqué de la Province du Sinaï de l'Etat islamique revendiquant la responsabilité des attaques contre l'armée égyptienne à Cheikh Zuweid et El Arish, et le tir de deux roquettes Grad sur le Néguev occidental (dawaalhaq, 16 octobre 2017)

¹ Les principales attaques consistent en des fusillades, des attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier et la pose d'engins piégés et ne comprennent pas les tirs de pierres et de cocktails Molotov.

► **Le 8 octobre 2017, une roquette tirée en territoire israélien** s'est abattue à l'intérieur de la bande de Gaza (près de la barrière de sécurité). Aucune réclamation de responsabilité a été publiée, mais des salafistes de la bande de Gaza ont salué l'attaque. En réponse, les forces de Tsahal ont tiré sur un certain nombre d'objectifs dans le centre de la bande de Gaza. Les médias palestiniens ont déclaré que Tsahal avait tiré des tirs d'artillerie et détruit un poste d'observation du Hamas à l'Est du camp de réfugiés d'al-Maghazi dans le centre de la bande de Gaza (Ma'an et (aljazeera.net, 8 et 9 octobre 2017)

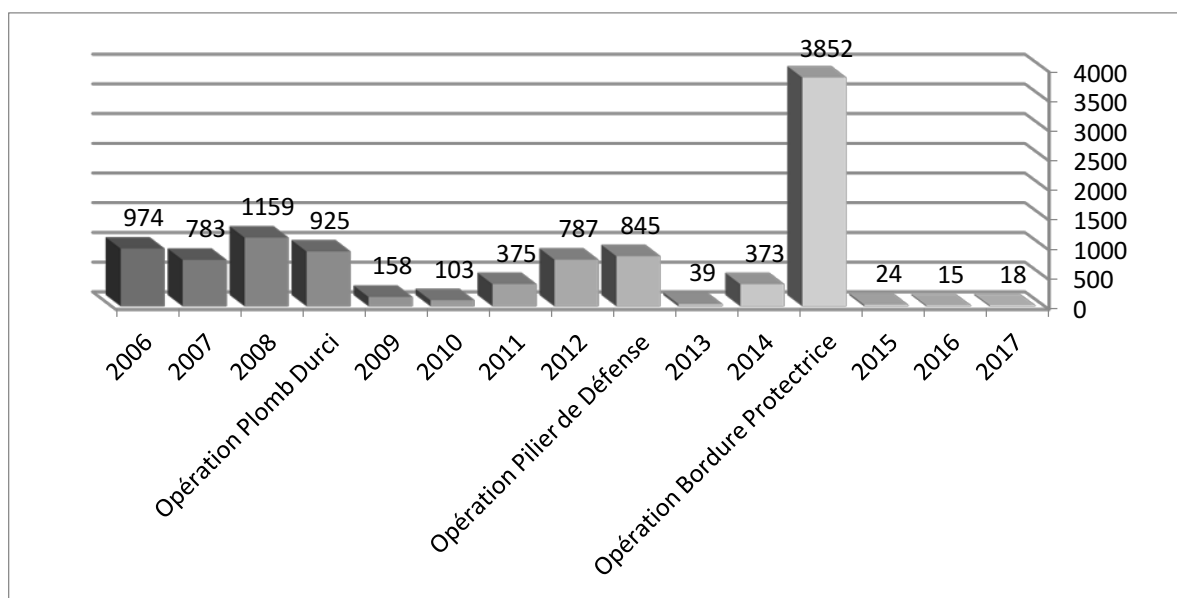
Répartition mensuelle des tirs de roquettes



* Six des roquettes tirées en Février ont été tirées depuis la Péninsule du Sinaï sur Eilat, apparemment par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

** Au mois d'Avril, une roquette a été tirée de la Péninsule du Sinaï et s'est abattue en territoire israélien. L'engin a été tiré par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Répartition annuelle des tirs de roquettes



Tirs sur les forces de Tsahal à la frontière avec la bande de Gaza

► **Le 11 octobre 2017**, des Palestiniens ont tiré sur une force de Tsahal engagée dans des opérations de routine près de la barrière de sécurité dans le Sud de la bande de Gaza. Les soldats ont ouvert le feu sur plusieurs Palestiniens présents sur place. Il n'y a pas eu de victimes. En réponse, des chars de Tsahal ont ouvert le feu sur une position du Hamas près de la frontière de Gaza (Page Facebook Red Alert, 11 octobre 2017).

Tentative de contrebande aux terminaux

► Le 8 octobre 2017, les inspecteurs de sécurité au terminal de Kerem Shalom et des représentants du coordonnateur des activités du gouvernement israélien dans les territoires ont arrêté un camion transportant une cargaison de chaussons d'hiver pour la bande de Gaza. L'examen des chaussons a révélé une **tentative de contrebande de milliers de paires de bottes militaires**, apparemment pour les membres des unités d'élite du Hamas. Les bottes étaient dissimulées à l'intérieur des chaussons (Sites d'information, 8 octobre 2017).



**Bottes militaires cachées dans une cargaison de chaussons d'hiver
(Page Facebook du ministère israélien de la Défense, 8 octobre 2017)**

La bande de Gaza

La situation humanitaire

L'approvisionnement en électricité dans la bande de Gaza

► **Mohammed Thabet, porte-parole de la compagnie électrique de la bande de Gaza**, a déclaré que l'amélioration de l'approvisionnement en électricité **dépend des décisions du gouvernement de consensus national** et du temps nécessaire pour transférer certains pouvoirs de la bande de Gaza au gouvernement de consensus national. Il a dit que, sans doute dans les prochains jours, il y aurait une amélioration. Il a ajouté qu'en ce moment, l'électricité est fournie en cycles de six heures et dix heures d'interruption (Dunia al-Watan, 15 octobre 2017).

Le terminal de Rafah

► L'autorité des terminaux a annoncé **l'ouverture du terminal de Rafah à partir du 16 octobre 2017** pour les cas humanitaires et les Palestiniens en attente des deux côtés (Emad, 15 octobre 2017). Cependant, suite à l'attaque de l'Etat islamique dans la péninsule du Sinaï contre des postes de l'armée égyptienne à Cheikh Zuweid, **l'armée égyptienne a annoncé qu'elle avait décidé de ne pas ouvrir le terminal** (Safa, 16 octobre 2017).

Fin de la construction de la zone tampon à la frontière entre Gaza et l'Egypte

► Tawfiq Abu Na'im, vice-ministre de l'Intérieur de la bande de Gaza et responsable des forces de sécurité, a annoncé que le **Hamas avait achevé la construction de la zone tampon le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte**. Il a dit qu'une clôture en fil barbelé avait été érigée, des caméras de sécurité installées et un centre de

commandement établi. Il a précisé que, dans quelques jours, le Hamas organisera une conférence de presse afin de révéler l'étendue des travaux effectués, notamment tout ce qui a trait à la sécurisation de la frontière (al-Youm al-Sabaa, 6 octobre 2017).



Erection d'obstacles et de barbelés dans la zone tampon le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte (Sawt al-Uma, 14 octobre 2017)

► **Na'im al-Ghoul, responsables des forces de sécurité nationale du Hamas**, s'est rendu à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte pour suivre la construction de la zone tampon et ses diverses installations (Page Facebook des forces de sécurité nationales dans la bande de Gaza, 3 octobre 2017). Il a affirmé que l'Egypte avait promis de fournir des voitures de patrouille, des armes et des dispositifs de contrôle pour assurer la sécurité à la frontière (al-Youm al-Sabaa, 7 octobre 2017).² **La question est maintenant de savoir si, à la suite de l'accord de réconciliation avec l'Autorité Palestinienne, la supervision de la zone tampon sera également transférée aux forces de sécurité de l'AP.**

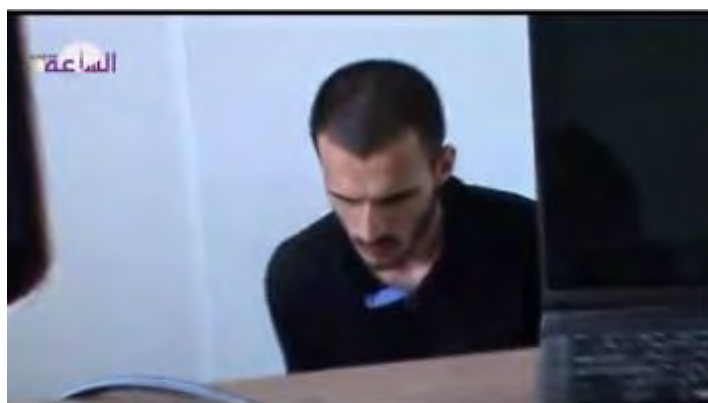
² A ce sujet, voir notre article (en anglais) du 16 juillet 2017 intitulé "Hamas constructs a buffer zone to secure its border with Egypt in response to a demand from the Egyptian regime", à l'adresse <http://www.terrorism-info.org.il/en/21240/>



Na'im al-Ghoul rend visite aux forces du Hamas le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte (Page Facebook des forces de sécurité nationales dans la bande de Gaza, 3 octobre 2017)

Activités du Hamas contre les salafistes

► **Iyad al-Bazam, porte-parole du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza, a indiqué que les forces de sécurité ont arrêté Nur Issa, haut responsable salafiste dans la bande de Gaza qui avait été recherché pendant un an** (Site Internet du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza, 7 octobre 2017). Nur Issa, du camp de réfugiés d'al-Bureij, était le chef d'une organisation appelée "Les descendants du prophète dans les environs de Jérusalem." Plusieurs autres responsables jihadistes ont été arrêtés avec lui. Le Centre Ibn Taymiyyah a confirmé qu'il avait été arrêté et a condamné les forces de sécurité interne du Hamas (Haq, 7 octobre 2017 ; Ma'an, 7 octobre 2017 ; al-Hayat, 8 octobre 2017).



Nur Issa après sa détention (Youtube, 7 octobre 2017)

Nomination du vice-président du bureau politique du Hamas

► Lors d'une réunion de son conseil consultatif, le Hamas a annoncé la **nomination de Saleh al-'Arouri au poste de vice-président du bureau politique du Hamas** (Site Internet du Hamas, 9 octobre 2017). Saleh al-'Arouri remplace Moussa Abu Marzouq, qui, selon le règlement de l'organisation, ne pouvait pas servir deux mandats consécutifs.³ En tant que vice-président, Saleh al-'Arouri a dirigé la délégation du Hamas au sujet de l'accord de réconciliation.



Droite : Saleh al-'Arouri (Site internet du Hamas, 17 octobre 2017). Gauche : Le Hamas annonce la nomination de Saleh al-'Arouri (Site Internet du Hamas, 9 octobre 2017)

► **Saleh al-'Arouri** est né en 1966 et vient du village d'Aroura (région de Ramallah). Il a **cofondé la branche armée du Hamas en Judée-Samarie dans les années 1990**. Il a été arrêté par Israël en 1992 et condamné à cinq ans de prison pour appartenance à une organisation terroriste. Depuis, il a purgé diverses peines. Il a été libéré de prison le 30 mars 2010, et expulsé d'Israël. Il s'est d'abord rendu en Jordanie et de là en Syrie.

► **En Syrie, Saleh al-'Arouri a dirigé des activités terroristes en plus de ses autres activités.** En arrivant en Syrie, il a été élu au bureau politique du Hamas, et a été chargé du portefeuille des prisonniers. En conséquence, il a participé aux négociations pour l'échange

³ Musa Abu Marzouq a été nommé à la tête du bureau des affaires politiques, qui comprend la planification politique et les relations internationales. Khalil al-Haya a été nommé à la tête du bureau d'information principal du Hamas, Izzat al-Rishq à la tête du ministère des Relations avec les pays arabes et islamiques et Husam Badran à la tête du ministère des Relations nationales (al-Quds, 5 octobre 2017).

de Gilad Shalit. Lorsque le Hamas a quitté son siège à Damas après l'éclatement de la guerre civile en Syrie, **al-'Arouri s'est rendu en Turquie et s'est installé à Istanbul, où il a établi un bureau politique du Hamas. À partir de la Turquie, il a continué ses activités pour recueillir des fonds et renforcer les réseaux militaires du Hamas en Judée-Samarie.** Après son arrivée en Turquie, le bureau politique du Hamas est devenu plus significatif et il a été élu représentant du Hamas en Turquie. En réalité, le "bureau" était notamment chargé de l'organisation et de la manipulation d'escadrons de terroristes en Judée-Samarie et à Jérusalem. En Août 2015, lorsqu'Israël et la Turquie ont été sur le point de renouveler leurs relations diplomatiques, il a quitté la Turquie et s'est installé au Liban, où il exerce actuellement ses activités.

► Interviewé après la dernière série de pourparlers au Caire, Saleh al-'Arouri a déclaré que **le Hamas n'est pas intéressé par un processus politique avec Israël**, et se considère principalement comme une organisation de "résistance" ("jusqu'à ce que l'occupation quitte nos terres"). Il a ainsi affirmé : "Nous n'avons pas de relations politiques avec l'ennemi, seule la résistance." Il a également noté que l'accord de réconciliation comprend l'option de décider de la guerre et de la paix. Il a affirmé qu'il était hors de question que quiconque puisse surprendre le Hamas en signant un accord politique et que la décision d'une confrontation avec Israël devait aussi être "une décision nationale palestinienne." Il a ajouté qu'il devait y avoir un accord sur "toutes les formes" au sujet de la confrontation avec Israël. A la question de savoir si le Hamas et le Fatah visent à parvenir à une stratégie nationale au sujet de de l'intégration des activités politiques et de la résistance, il a dit que le Hamas espère atteindre une "stratégie nationale" pour faire face à "l'entreprise sioniste." Il a ajouté qu'il ne sera **pas difficile de trouver une formule pouvant unir toutes les parties** (al-Quds, 14 octobre 2017).

La réconciliation palestinienne interne

Signature de l'accord de réconciliation

► **Le 9 octobre 2017, des délégations minimalistes du Hamas et de l'AP se sont rendues en Égypte pour une nouvelle série de pourparlers afin de formuler l'accord de réconciliation.** La délégation du Hamas était dirigée par Saleh al-'Arouri, récemment nommé au poste de chef adjoint du bureau politique du Hamas. Yahya al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza, était également présent. L'AP était

représentée par Majed Faraj, chef des renseignements généraux et Hussein al-Cheikh, chef du ministère des Affaires civiles et titulaire du portefeuille de la réconciliation au Fatah.

► Malgré les divergences, le 12 octobre 2017, après deux jours de délibérations, **il a été annoncé qu'un accord a été signé par le Fatah et le Hamas "afin de mettre fin à la division palestinienne."** L'accord reprend l'accord conclu par les diverses délégations via la **médiation égyptienne** (Khaled Fawzy, chef des renseignements généraux égyptiens, était présent à la signature) (Al-Aqsa, 12 octobre 2017).



Azzam al-Ahmed (à droite), chef de la délégation du Fatah, et Saleh al-'Arouri (à gauche), chef de la délégation du Hamas, signent l'accord de réconciliation au Caire. Derrière eux on aperçoit Yahya al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza, Khaled Fawzy, le ministre égyptien des Renseignements et le haut responsable du Fatah Rawhi Fattouh (Wafa, 12 octobre 2017)



Le texte de l'accord de réconciliation signé au Caire (Site Internet du Hamas, 12 octobre 2017)

► **L'accord de réconciliation comprend le transfert de la gestion de la bande de Gaza au gouvernement de consensus national palestinien, y compris le contrôle des terminaux frontaliers. L'accord fixe un calendrier de mise en œuvre des décisions dans les semaines et les mois à venir. Sa formulation reste vague** concernant plusieurs questions et les questions controversées ont été **reportées en les transférant à des comités**

professionnels. L'accord ne mentionne pas certaines questions sensibles importantes, telles que le **désarmement de la branche armée du Hamas**, le gouvernement de consensus national et l'adhésion du Hamas à l'OLP. Il n'inclut pas non plus l'obligation d'annuler les sanctions imposées par Abbas à la bande de Gaza. **Il a été décidé que les pourparlers se poursuivraient en Égypte le 14 novembre 2017** (Safa, 14 octobre 2017).

► En marge d'une conférence de la Banque mondiale qui se tient actuellement à Washington, **Muhammad Ashtia**, membre du Comité central du Fatah, a appelé la communauté internationale à s'engager à soutenir la mise en œuvre de l'accord de réconciliation. Il a déclaré que le gouvernement palestinien avait déjà commencé sa mise en œuvre et devait faire face aux difficultés humanitaires dans la bande de Gaza, qui nécessitent le soutien international (Ma'an, 16 octobre 2017).



Droite : Gazaouites célébrant la signature de l'accord sur la place du Soldat inconnu dans la ville de Gaza (Wafa, 12 octobre 2017). Gauche : Militant du Hamas dans la bande de Gaza distribuant des confiseries aux passants pour célébrer la signature de l'accord de réconciliation du Caire (Compte Twitter Palinfo, 12 octobre 2017)

► Ci-après quelques-unes des principales questions abordées dans les négociations et qui ont été exprimées (ou non) dans l'accord :

La question des terminaux

► **Selon l'accord, le transfert de tous les passages frontaliers au gouvernement de consensus national doit être terminé et les équipes de l'AP devront gérer l'exploitation des postes frontières d'ici le 1^{er} novembre 2017** (Safa, 14 octobre 2017). Le 16 octobre 2017, une délégation de l'autorité des terminaux de l'AP s'est rendue dans la bande de Gaza pour superviser la mise en œuvre de l'accord. **Nazmi Mahanna** a rencontré **Tawfiq Abu Na'im**, responsable de la sécurité dans la bande de Gaza (Page Facebook de Palinfo, 16 octobre 2017). La délégation s'est également rendue aux terminaux de Rafah et de Kerem Shalom (Shehab, 16 octobre 2017).

► Selon Azzam al-Ahmed, membre du Comité central du Fatah, **une autorité des terminaux sera établie et prendra la responsabilité des terminaux de Beit Hanoun, d'Erez et de Kerem Shalom, au plus tard le 12 novembre 2017.** Dans l'intervalle, l'Égypte prépare l'ouverture du terminal de Rafah. Le côté palestinien du terminal de Rafah sera occupé par des gardes présidentiels qui seront déployés le long de la frontière. L'Égypte va permettre le passage de l'aide humanitaire pour les Palestiniens dans la bande de Gaza, mais l'ouverture constante du terminal de Rafah dépendra de la régularisation des accords signés avec Israël et différents pays européens, ainsi que de l'accord signé en 2005 (Télévision palestinienne, 12 octobre 2017).⁴



Droite : Nazmi Mahanna, responsable des terminaux de l'AP rencontre Tawfiq Abu Na'im, en charge de la sécurité interne dans la bande de Gaza. Gauche : Nazmi Mahanna visite le terminal de Rafah (Compte Twitter Palinfo, 16 octobre 2017)

Les forces de sécurité

► **D'après l'accord, la direction des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne se rendra dans la bande de Gaza pour examiner la situation en matière de sécurité.** Au cours de la visite, des experts se réuniront pour établir le statut des forces de sécurité, en vue de la préparation d'une réunion Hamas-Fatah sous médiation égyptienne au cours de la première semaine de Décembre 2017 (Télévision palestinienne, 12 octobre 2017).

► Selon **Khalil al-Haya, membre du bureau politique du Hamas** et membre de la délégation du Hamas au Caire, trouver des solutions pour les activités des forces de sécurité pourrait prendre six mois, mais pas plus de dix. Il a affirmé que le gouvernement de consensus national sera chargé de superviser le paiement des salaires des employés civils et

⁴ L'accord des terminaux, ou plus formellement l'Accord sur les déplacements et l'accès, a été signé par Israël et l'Autorité Palestinienne le 15 novembre 2005, après qu'Israël s'est retiré de la bande de Gaza. Selon l'accord, le terminal de Rafah devrait être géré par l'Égypte sous la surveillance de l'UE et de l'AP. En outre, une salle d'urgence conjointe israélo-palestinienne devrait être établie pour recevoir des vidéos et d'autres données en temps réel.

des membres des forces de sécurité (Site Internet al-Aqsa TV, 14 octobre, 2017 ; site Internet du Hamas, 14 octobre 2017).

► **L'accord de réconciliation ne traite pas de l'activité du Hamas en Judée-Samarie, mais on peut supposer que le Hamas s'attend à ce que les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne mettent fin ou du moins réduisent leur pression sur les membres du Hamas et ses réseaux. Cependant, jusqu'à présent, il n'y a eu aucun changement dans les activités des forces de sécurité de l'AP** contre le Hamas en Judée-Samarie, et des membres du Hamas soupçonnés d'activités dans le cadre de l'organisation sont encore détenus et interrogés (Site Internet du Hamas, 16 octobre 2017).

► **Hassan Yusuf, haut responsable du Hamas en Judée-Samarie**, a appelé le Fatah et l'Autorité Palestinienne à prendre des mesures concrètes sur le terrain afin que le Palestinien de base y prête attention et sente que "l'ère de division" avait pris fin. Il a ajouté que **les forces de sécurité poursuivent leurs activités de détention, mais dans une moindre mesure**. Il a dit qu'il espérait l'arrêt de ses activités, surtout lorsque les détentions ont été effectuées en raison de "l'opposition à l'occupation" (Palestine Online, 17 octobre 2017).

Les employés de la bande de Gaza

► Selon l'accord de réconciliation, un comité juridico-administratif sera nommé par le gouvernement de consensus national afin de **trouver une solution, avant le 1^{er} février 2018, au sujet des employés de la bande de Gaza**. Lorsque le comité aura terminé ses travaux, les employés du Hamas devraient s'intégrer dans l'appareil gouvernemental. **Mahmoud al-'Alul, vice-président du Fatah**, a déclaré que le gouvernement investit des efforts pour le succès de l'accord de réconciliation et que le comité juridique-administratif formé pour superviser les employés dans la bande de Gaza commencera ses travaux dans les prochains jours (Palestine Online, 16 octobre 2017).

► **Selon Saleh al-'Arouri**, il a été convenu que le comité juridique et administrative, avec la participation du Hamas et du Fatah, sera responsable de l'intégration de tous les employés de longue date (de l'ère de l'AP dans la bande de Gaza) et des nouveaux employés (de l'ère du règne du Hamas) afin de servir les résidents de la bande de Gaza. Il a dit que d'après les données du Hamas, la bande de Gaza nécessite plus de 5 000 travailleurs dans le secteur public une fois l'intégration achevée (Al-Qods, 12 octobre 2017).

La question des armes du Hamas

► **La question de l'avenir de la branche armée du Hamas et de ses armes n'a pas été examinée** à la réunion en soi mais a été soulevée à plusieurs reprises. Certains hauts responsables ont été en faveur de trouver une formule qui permettrait à la branche armée de rester en place. Ci-après certaines des déclarations :

- ◆ **Selon Abbas Zaki, membre du Comité central du Fatah**, en principe, l'AP est d'avis qu'il est déraisonnable de désarmer le Hamas, **les armes de la "résistance" étant nécessaires**. Cependant, il a dit, que [le Fatah] veut que l'utilisation des armes soit subordonnée à une décision nationale collective. Il a ajouté qu'il n'y a pas de demande que le Hamas ou toute autre organisation désarme ou annuler la décision de mener une lutte armée. Cependant, l'AP va exiger que l'utilisation des armes soit une décision nationale (al-Sharq al-Awsat, 12 octobre 2017).
- ◆ **Oussama al-Qawasmeh, porte-parole du Conseil révolutionnaire du Fatah**, a fait valoir que le droit international autorise les Palestiniens à résister à "l'occupation israélienne." Il a dit que le Fatah veut un accord national global qui permettra d'éviter les actions qui causent des dommages à la population palestinienne, tels que les tirs de roquettes menant à des attaques israéliennes, qui nuisent à l'ensemble de la population palestinienne (télévision palestinienne, 16 octobre 2017).
- ◆ **Le haut responsable du Hamas Yahya Musa** a déclaré que la branche armée appartient à tous les Palestiniens, et pas seulement au Hamas. Il a dit que la branche armée soutient la réconciliation nationale et son rôle sera déterminé dans l'avenir par un accord général (Dunia al-Watan, 9 octobre 2017).

Annulation des sanctions imposées par Abbas à la bande de Gaza

► **L'accord n'oblige pas l'Autorité Palestinienne à lever les sanctions imposées à la bande de Gaza annoncées par Mahmoud Abbas**. Avant de signer, Mahmoud Abbas a déclaré que les mesures sanctionnant la bande de Gaza seraient annulées une fois que le gouvernement de consensus national contrôlera totalement les terminaux, les forces de sécurité et les ministères (CBC, 3 octobre 2017). Le Comité central du Fatah, qui s'est réuni le 15 octobre 2017, **n'a pas annoncé l'annulation de ces mesures** (alresalah.net, 15 octobre 2017). Le Comité exécutif de l'OLP, qui s'est réuni le 16 octobre 2017, présidé par Mahmoud Abbas, n'a pas discuté de la question (Shehab, 16 octobre 2017). Les porte-parole du Fatah ont indiqué que la levée des sanctions était conditionnelle au début de l'activité du

gouvernement de consensus national et de ses comités dans la bande de Gaza (Dunia al-Watan, 15 octobre 2017).

► **Les responsables du Hamas ont critiqué le report de la levée des sanctions**, affirmant que c'était incompatible avec l'atmosphère générale de la réconciliation. Ils ont dit que le gouvernement de consensus national devait lever les sanctions dès sa première réunion. Des critiques similaires ont été entendues par d'autres organisations. Les réseaux sociaux et le discours public ont également souligné le retard dans l'annulation des mesures sanctionnant la bande de Gaza (Palinfo, 3 octobre 2017).



Caricature publiée par le Hamas sur son site officiel quelques jours après que le Hamas et le Fatah ont signé l'accord de réconciliation. La pancarte précise : "Réconciliation" "Où est-ce ?" (alresalah.net, 16 octobre 2017)

Le rôle central de l'Égypte dans l'accord de réconciliation

► **Le rôle central de l'Égypte dans l'accord de réconciliation a été salué par les deux côtés.** D'autre part, l'Égypte a félicité le Fatah et le Hamas pour leur activité pour le bien de l'intérêt national palestinien. Le chef des renseignements généraux égyptiens a également assisté à la cérémonie et a déclaré que l'Égypte était prête à remplir son rôle dans le processus de réconciliation. L'Égypte a également annoncé la **réouverture de sa représentation dans la bande de Gaza et l'établissement d'une représentation sécuritaire.** Il a également été signalé que l'Égypte allait rénover le terminal de Rafah, afin qu'il puisse être ouvert en continu et s'occuperait de la question de la fourniture en électricité, eau et carburant à la bande de Gaza (Filastin al-Yawm, 11 octobre 2017).



Caricature du Hamas indiquant qu'Israël s'attend à ce que la réconciliation soit un échec. En arabe on peut lire "La réconciliation palestinienne" (Compte Twitter Palinfo, 13 octobre 2017)

L'Autorité Palestinienne

L'arène internationale

► Rami Hamdallah, Premier ministre du gouvernement de consensus, a présidé une **réunion du comité nommé après la décision du Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas d'intégrer INTERPOL**. Le comité a discuté de la **préparation technique et logistique nécessaire pour la participation à des pratiques d'INTERPOL, et l'établissement d'un bureau palestinien d'INTERPOL**. Il a déclaré que l'adhésion à l'organisation est un succès national pour la direction palestinienne (Wafa, 12 octobre 2017).

Gel des dons du gouvernement belge

► Le ministre belge des Affaires étrangères a indiqué que le gouvernement belge avait décidé de geler son don de 3,9 millions de dollars pour financer deux écoles palestiniennes, en raison du fait qu'une école palestinienne dans le Sud de Mont Hébron, qui a reçu le financement, a **changé son nom et s'appelle maintenant l'école Dalal al-Mughrabi, en mémoire de la terroriste palestinienne qui a participé au massacre de la route côtière**. Il a dit que la Belgique n'était pas prête d'avoir son nom associé à des terroristes (Washington Post, 10 octobre, 2017).⁵

⁵ A ce sujet, voir notre article (en anglais) du 28 août 2017 intitulé "European countries freeze donations to anti-Israel women's organization after learning it supported the establishment of a women's center named after Palestinian terrorist Dalal al-Mughrabi", à l'adresse <http://www.terrorism-info.org.il/en/european-countries-freeze-donations-anti-israel-womens-organization-learning-supported-establishment-womens-center-named-palestinian-terrorist-dalal-al-mughrabi/>